

Le Pays basque, terre du martyr espagnol? À propos d'un ouvrage récent? (2005)

C'est la question que nous nous posons au sujet de l'affirmation catégorique d'un jeune historien basque, Fernando Molina Aparicio (1), qui vient de publier sous ce titre - mais sans point d'interrogation - une version revue et amplifiée de son doctorat, obtenu en 2002 à l'Université catholique de Deusto (Bilbao) et consacré au nationalisme espagnol en rapport avec l'abolition des *fueros* basques en 1876.

Bourré de citations tirées de la presse, d'un fonds d'archives ainsi que d'une vaste bibliographie nationale et internationale - parmi laquelle l'écrivain, dramaturge et politicien Pérez Galdós (1843-1920) -, ce livre emprunte même son titre à ce dernier. Ce littérateur libéral, écrivant en 1900 ses *Episodios nacionales*, ne ménage ni les Basques ni les Navarrais : il traite leur région « d'amphithéâtre de luttes de forcenés, d'arène de gladiateurs enivrés de plaisir du combat et du sang...où les générations ont joué, tels des enfants, à la guerre civile sous l'impulsion d'idéaux vains » (2). La thèse que Molina soutient consiste à affirmer que, à la fin du débat sur les *fueros* basques, entre 1868 et 1876, on « inventa les provinces forales » comme une terre du martyr de l'Espagne telle que Galdós la décrit et que « cette invention fut l'œuvre d'un nationalisme d'Etat qui jouit du concours inconscient des élites intellectuelles basques, qui avaient élaboré une image séculaire de type « ethno-traditionaliste » de ce collectif, et qui facilita son association avec le carlisme insurgé et son projet pour l'Espagne. Tout cela s'intégra en une mobilisation patriotique..., qui cherchait à renforcer une idée déterminée de nation citoyenne, mais qui finit par servir une série d'images des Basques qui alimentèrent la culture du nationalisme postérieur, concurrent de l'étatique qui surgit en ces terres » . L'auteur réfléchit ensuite sur les clefs du nationalisme et l'identité nationale (1er chapitre), étudie pour suivre les liens historiques entre les identités espagnole et basque, qui accompagnent la construction de ce qu'il appelle le « mythe foral », afin de déterminer les jeux d'images et de stéréotypes collectifs ainsi que les stratégies discursives que la guerre civile de 1872 réorienta. Ensuite, il consacre son troisième chapitre à tenter d'expliquer comment se resitua l'imaginaire foral basque dans le discours patriotique espagnol, avant d'exposer le nouveau stéréotype collectif qui, selon lui, en découlait. Dans les trois chapitres suivants, il dégage l'image clichée des Basques élaborée par les élites libérales pendant la « guerre civile » (lisez carliste) et l'après-guerre et en établit la finalité nationaliste, destinée à renforcer l'identité nationale. Dans son septième chapitre, il établit un lien entre le nouvel imaginaire foral, d'une part, et la loi sur les *fueros* de 1876 ainsi que le concept de l'Etat-nation dans lequel celle-ci naquit, d'autre part. Il termine par la perpétuation de l'imaginaire susdit dans la représentation sociale que l'on fit, à partir d'alors, du peuple basque (3). Voilà pour ce qui concerne les intentions de l'auteur, assez tortueuses à vrai dire.

Nous résumons ses conclusions et examinons, à la lumière d'autres lectures, les arguments sur lesquels les siennes sont fondées en prenant la précaution de le citer le plus littéralement possible en traduction française, ce qui n'est pas toujours aisé. Il convient tout d'abord de replacer le problème dans son contexte historique, qu'il appelle « guerre civile », à ne pas confondre avec celle du 20e siècle.

I Le Carlisme

Molina commence par avancer que « la polémique sur les *fueros*, construite sur l'ignorance consciente de ce que le Carlisme était la manifestation d'un très grave problème d'intégration des masses rurales dans la structure étatique et culturelle »(4). Rappelons tout de même que ce mouvement fut fondé par Carlos Maria de Borbón - frère de Ferdinand VII mort en 1833 sans héritier mâle - afin de contrecarrer l'accession au trône de la fille de ce dernier, la future Isabelle II, et surtout pour restaurer - à l'encontre des mesures libérales - une idéologie politique et sociale basée sur la défense de la monarchie traditionnelle, de l'Eglise, du monde rural ainsi que des institutions forales des régions périphériques dans lesquelles ce dernier était prépondérant. Il est indispensable de renvoyer le lecteur à des travaux tels que ceux du professeur J. Alvarez Junco, pour comprendre la réelle menace de retour à l'Ancien Régime et à l'Inquisition pesant sur les timides essais de modernisation du royaume dès les années vingt du 19^e siècle (5). Il ne suffit pas de regarder l'histoire comme si le reste de l'Espagne n'existait ou ne comptait pas : on est dehors ou on est dedans – et c'est la deuxième alternative qui a toujours été admise, voire exploitée dans les provinces basques ; les Basques ont, en effet, vécu longtemps avec un double patriotisme(6), au moins jusqu'en 1876, quand, d'une part, se produisit un affaiblissement de leur sentiment espagnol, à cause des critiques venant des autres provinces, et d'autre part, suite au retrait des *fueros*, qui - comme nous le verrons ultérieurement - était loin d'être une exception en Espagne et qui de surcroît était (et est toujours), dans les cas basque et navarrais, compensé par un régime fiscal très favorable (7).

En 1870 le Carlisme, qui - après deux guerres perdues - avait proclamé l'insurrection, se trouvait à la base de ce ressentiment. Comme nous le montrerons, il n'avait recueilli qu'un mince succès à l'échelle nationale, contrairement à celui recueilli aux provinces basques, en Navarre et en Catalogne. Que le Carlisme ait profité de cette position géographique comme point d'appui, est indéniable. Il y trouvait, en effet, non seulement son modèle de société désiré, mais aussi sa « clientèle », comme l'a souligné Maria Cruz Mina (8). Nulle part ailleurs il n'avait une telle possibilité d'enracinement.

En se référant à un ouvrage d'Evarist Olcina (9) - que Molina ne cite pas - on apprend, en outre, que tant la maison royale régnant en Espagne que sa branche carliste ménageaient les habitants de la région vasco-navarraise : d'un côté, le décret royal de 1833 signé par la régente Marie Christine y maintenait les noms des provinces qui, ailleurs, étaient remplacés par ceux de leurs capitales afin d'effacer de la mémoire les noms de royaumes et de principautés englobés ; d'autre part, les carlistes, par la force des choses, débutèrent comme défenseurs du sentiment régionaliste (en Catalogne) et foral (au pays basque). Olcina rejoint Julio Aróstegui lorsque celui-ci souligne que là où le Carlisme était majoritaire, il prônait des structures politiques et sociales discordantes des castillanes ; il ne partage cependant pas son idée de voir le facteur religieux comme fondamental dans l'ultime motivation du vieux parti (10). Pour mettre tout le monde d'accord et afin de se rapprocher davantage de la réalité historique européenne, on pourrait formuler que religion et vieilles structures faisaient bon ménage ou que l'Ancien Régime et la religion allaient de pair.

Était-il nécessaire que le Carlisme déclenchât une nouvelle insurrection alors que le suffrage universel masculin venait d'être instauré en 1869? Nous avons dû chercher ailleurs que chez Molina des données chiffrées sur le mouvement.

A. Le Carlisme face aux urnes

C'est Maria Cruz Mina qui rappelle qu'en 1869 - époque de l'instauration du suffrage universel masculin - les élus des trois provinces basques et de la Navarre représentaient, à l'assemblée constitutionnelle, les deux tiers de la « *Comunión Católica Monárquica* » et que, dans les années 1871 et 1872, sous ce nom, les Carlistes raflaient tous les sièges de députés aux Cortès de Madrid à pourvoir en Alava et en Biscaye, tout en remportant aussi la majorité au Guipúzcoa et en Navarre (11). Et pour le Sénat, non seulement l'évêque de Vitoria obtint le siège dévolu à sa région, l'Álava, mais ses confrères de Jaén (Andalousie) et de Cuenca (Castilla-La Mancha), qui n'avaient aucune chance de se faire élire dans leurs régions respectives, obtinrent leur grâce aux votes recueillis respectivement en Biscaye et au Guipúzcoa, dépourvus d'évêché propre (12). En d'autres termes, le conservatisme catholique espagnol reposait sur le pays basque gagné à sa cause. On ne peut se soustraire, comme le fait Molina, à l'idée que le Pays basque constituait le fer de lance du Carlisme contre le reste de l'Espagne.

Après cette constatation, nous tentons de répondre à deux questions connexes qui n'ont pas été abordées. Quelle était, d'une part, sa représentation au Parlement avant le suffrage universel, et, d'autre part, comment les résultats de celui-ci ont-ils évolué à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, lorsque la *vox populi* disposait d'autres alternatives : une nationaliste et une socialiste ?

1- Sous le régime censitaire, aboli en 1869 (13)

Nous remarquons que les votes des plus nantis favorisés par ce système, allaient - comme partout ailleurs - aux plus riches d'entre eux, surtout aux libéraux (modérés ou progressistes), parfois aux absolutistes (dont un curé), aux progressistes, aux modérés (fuéristes ou non), aux fuéristes (transigeants ou non). Parmi les libéraux, certains avaient déjà fonctionné comme député provincial et député général et allaient encore le faire ultérieurement. C'est le cas du libéral José Miguel Arrieta Mascarúa, élu comme tel en 1821 au Parlement, et qui allait devenir l'idéologue du fuérisme, mouvement en faveur des *fueros*, très répandu parmi les élus de cette région à partir de 1837. Vingt ans plus tard, il sera co-signataire de l'exposé des députations basques contre la loi de l'enseignement en sa qualité de député général de la province de Biscaye (14). Il convient de souligner que cette constatation ne se limite pas à cette province, mais vaut aussi pour les deux autres, le Guipúzcoa et l'Álava. A la loupe, on pourrait certes déceler l'une ou l'autre variante : un libéral « unioniste » vers 1860 dans le Guipúzcoa

et un fuériste alavais qui, en 1868, passe aux « Carlistes », terme qui n'est appliqué aux élus qu'à partir de 1865 : c'est au Guipúzcoa, quelque temps après l'élection de trois fuéristes biscayens, parmi lesquels l'ancien libéral cité antérieurement pour son passage au fuérisme. Elu en 1857 comme « modéré fuériste », celui-ci prit en 1865 l'étiquette de « fuériste néo-catholique » : J.M.de Arrieta Mascarúa (15). Sur l'échiquier parlementaire, le carlisme à proprement parler constitue donc un phénomène récent.

2- Sous le régime du suffrage universel masculin (à partir de 1869)

Nous avons déjà rappelé le succès incontestable, du moins au pays vasco-navarrais, de la liste carliste, lors de l'élection pour le Parlement Constituant, en 1869. Plus tard, son étoile allait pâlir, même au firmament basque. En effet, Eduardo González Calleja fournit des scores bien inférieurs pour la période 1891-1923 (16) : si, en Navarre, le parti carliste obtint le meilleur résultat (38,3% des parlementaires), dans les trois provinces basques il ne recueillit plus, au cours de la même période, qu'une moyenne de 17,58% des mandats disponibles : 35,3% au Guipuzcoa, 16,7% en Alava et 1,06% seulement en Biscaye.

A la vue des mauvais résultats de la dernière décennie du 19^e siècle et des deux premières du suivant, il est clair que les électeurs avaient été déçus par les Carlistes. Ils n'avaient pourtant pas cessé d'être catholiques, car des « Catholiques indépendants » obtinrent des sièges : de 1896 à 1916 en Biscaye, même une fois dans sa capitale Bilbao, pourtant libérale et républicaine avant de devenir socialiste à partir de 1918 ; au Guipúzcoa aussi il y avait des catholiques indépendants, surtout dans le fief de J. Artegea Zumay, et même deux fois dans la capitale San Sebastián, qui balançait d'habitude entre libéraux, républicains et conservateurs . Dans l'Alava, par contre, les catholiques indépendants n'apparaissent pas du tout, car cette province est caractérisée par deux phénomènes spécifiques : le règne absolu d'une seule famille dans le district d'Amurrio - avec une incursion, en fin de période, jusque dans la capitale Vitoria, pourtant partagée entre républicanisme, libéralisme et conservatisme - mises à part deux victoires carlistes ; c'est exactement l'image inverse que l'on trouve dans le district de Laguardia, avant tout carliste.

Il faut évidemment, pour ce qui concerne cette période, tenir compte de la concurrence d'autres listes catholiques :

- le parti intégriste, sorti des propres rangs de la *Comunión Tradicionalista* en 1889

- le parti nationaliste basque de Sabino Arana, lui-même issu d'une famille carliste (17). Toutefois, si celui-ci fonda le « *Partido nacionalista vasco* » c'était parce que, selon lui, « le carlisme, l'intégrisme et le régionalisme catholique moderne ne pouvaient sauver le pays basque (« *Euskal Herria* ») : en établissant l'intime union sociale du peuple basque avec l'espagnol, ils l'empêchaient d'atteindre son but et ses fils de servir dieu et de sauver leur âme ». Fusi et García de Cortazar(18) à qui nous empruntons cette citation intéressante qu'on aurait aimé trouver chez Molina, n'ont pas manqué de souligner que le clergé basque était d'autant plus familiarisé avec

l'imbrication de religion et politique, que le Carlisme avait déjà établi pareille corrélation institutionnelle entre l'Eglise et l'Etat. Chaque parti tentait dès lors de laver plus blanc que l'autre, mais le savon carliste ne moussait plus autant.

3- De tout cela on peut tirer une conclusion : jusqu'au succès des socialistes en 1918, surtout à Bilbao au détriment des Républicains - victorieux aux trois élections antérieures -, divers groupes catholiques se disputèrent les voix des électeurs du Pays basque pour que ceux-ci restent ce qu'ils étaient depuis le moyen âge : fidèles à leur religion, à leur droit primitif (*fueros*) et à leurs structures de l'Ancien Régime, dominées par de puissantes familles de propriétaires fonciers omniprésents et pesant de tout leur poids sur les institutions forales (19). Molina tient à peine compte de ces données : à la page quarante-sept il associe seulement le nationalisme d'état - donc l'espagnol - avec une idéologie contrôlée, par intérêt, par des gouvernants et des groupes de pouvoir à Madrid(20). Du côté basque il ignore ces derniers.

Toutes ces options ne sont que des variations sur le même thème : *nihil novi !*, sous le prétexte que les Basques n'auraient jamais été vaincus ni influencés par ni mêlés à d'autres, même pas les Romains et les Espagnols. Or, précisément, l'adoption de la religion chrétienne constitue une forme de romanisation, même si celle-ci s'accomplit par le truchement du roi Visigoth Recaredo Ier (+Tolède 601), dont le père avait abandonné l'Arianisme au profit du Christianisme. Le comble, c'est que ces Basques si catholiques, au lieu de brûler une chandelle pour les Goths qui leur léguèrent cette religion, ils les considéraient comme une race décadente par rapport à la leur. Il est vrai que le carliste Agustin Chaho, auteur de « Voyage en Navarre pendant l'insurrection des Basques, 1830 -1835 », prétendait que les Basques étaient chrétiens avant Jésus Christ, puisqu'ils avaient la foi des patriarches antérieurs au Déluge (21).

Mais il est tout aussi vrai que - par réaction antisémite - ils cessèrent de se considérer comme descendants de Túbal, lui-même petit-fils de Noé, pour lui préférer Aitor (22). A cela il convient aussi d'ajouter que le passé basque n'est pas si anti-musulman que l'on présuppose systématiquement, car le roi le plus entiché de souverains musulmans n'était autre que le roi de Navarre duquel dépendait les futures provinces basques : n'était-ce pas Sancho VII, qui rompit les trêves conclues avec la Castille pour se mettre d'accord avec les califes arabes ? Seule la mort de l'un de ces derniers et l'intervention de légats pontificaux empêchèrent son absence à la victoire chrétienne de las Navas de Tolosa (1212). Mais cette contribution à la reconquête chrétienne ne lui suffit point pour récupérer ses territoires basques que son rival castillan Alphonse VIII lui avait subtilisés en son absence prolongée, au lendemain d'un siège interminable de la ville de Vitoria par ce dernier. Epoque charnière dans l'histoire de la péninsule ibérique, sans aucun doute déterminante pour la suprématie castillane, et bel exemple de retournement de veste de la part du roi basque de Navarre. Quant aux vassaux, dans les territoires des futures provinces basques, leur fidélité à ce dernier était des plus douteuses(23).

II Critique du livre de Molina

Après ces considérations préliminaires indispensables, il est temps de passer à la critique du livre sous revue, dont elles ont révélé d'emblée certaines lacunes et distorsions.

A- Les tentatives de réformes dans le pays permettent-elles de faire de la région basque la terre du martyr espagnol, comme le suggère Molina dans le sillage de Galdós ?

Que l' « ignorance consciente » de ce que « le Carlisme était la manifestation d'un grave problème d'intégration d'une bonne partie des masses rurales dans l'état et sa culture » fût « sauvée par l'invention d'un ennemi archétype », à savoir « *le basque* »(24), constitue, à nos yeux, une affirmation purement gratuite et subjective. Une légende basque de plus, dirions-nous. N'est-ce pas la société basque qui, délibérément ou inconsciemment - sous l'influence du clergé et de ses dirigeants réactionnaires -, en s'opposant à une modernisation de sa région et en soutenant la lutte carliste, s'est attiré tous les ennuis ? E. González Calleja a estimé, dans un ouvrage collectif de 2002, qu'elle s'est moins émue de la question dynastique proprement dite que de son propre destin (25). On constate cependant une continuité dans l'attitude négative des provinces basques, braquées, depuis l'Ancien Régime, sur l'exemption de tout ce que le reste de l'Espagne devait payer et livrer à la royauté. Nous nous limitons à citer une centaine de références d' « *exención* » dans un seul ouvrage sur une des trois provinces, le Guipúzcoa (26). Pour la période contemporaine, on peut se rapporter au livre déjà cité de Mercedes Vazquez de Prada sur la Biscaye. Molina se refuse à comprendre le bien-fondé de l'opinion hostile du reste de l'Espagne envers les provinces du Nord, mais cela ne change rien à la triste réalité historique bien établie aussi par de nombreuses sources du 19^e siècle, où on les traite de « *profiteurs* ». Les Basques, avoue-t-il lui-même, manifestent leur attachement aux *fueros* pour « les avantages sur le plan économique, fiscal et militaire » et se croient aussi « supérieurs au reste de l'Espagne » (27). De leur attachement aux *fueros* qu'ils font remonter à la nuit des temps, ils déduisent que rien ne peut changer et qu'ils ne peuvent en être privés, ce qui leur arriva tout de même en 1876, comme antérieurement à d'autres. Excellent moyen pour justifier leur immobilisme. Toutefois, leurs *fueros* ne remontent qu'au XIVE siècle au plus tôt, comme dans la plupart des régions d'Espagne, et ils les ont reçus des rois de Castille - dont les propres *fueros* mettaient du reste encore davantage l'accent sur la religion que ceux des provinces basques. A l'époque, le Guipúzcoa n'était même pas heureux de passer au droit écrit (28). Les Basques n'ont donc jamais apprécié le changement, même pas quand il s'agissait de leur conférer noir sur blanc le droit auquel ils seront tellement attachés par la suite.

B. Molina insiste sur le fait que, au 19^e siècle, il « s'agissait de faire appel à l'emploi de la force et de l'action de l'Etat sur un territoire spécifique et non sur l'ensemble de la nation ».

C'est ce qu'il appelle « une myopie intéressée »(29), comme si cette querelle dynastique et de société eût pu prospérer ailleurs que dans un bouillon de culture agraire, traditionaliste et religieuse à outrance. Ce n'était que dans un environnement comme le vasco-navarrais, où il allait du reste récolter ses seuls succès électoraux (30),

que pouvait croître un mouvement aussi anti-libéral et clérical. Les autres régions, qui souvent avaient disposé de *fueros* plus anciens et plus prestigieux, n'étaient pas aussi bornées et se modernisaient plus aisément. Molina prétend même que les Basques combattirent les Bourbon, pendant la Guerre de Succession au début du 18^e siècle, pour garder leur souveraineté, alors qu'ils ne la sauvèrent qu'en trahissant la maison d'Autriche, contrairement à la Catalogne qui, par fidélité à celle-ci, se vit retirer les siens par la dynastie française. Contradiction flagrante !(31)

Il est tout aussi symptomatique de l'état d'esprit de l'auteur que, contrairement à d'autres historiens - même basques - il s'abstient de souligner que les villes basques furent véritablement muselées par leur propre classe dirigeante provinciale qui ne leur attribuait arbitrairement qu'un poids politique moindre par rapport aux zones rurales. Une fois la revanche libérale et urbaine en route, les cités de la région tentèrent - quoi de plus logique ? - de renverser ce mécanisme anti-démocratique, comme l'a montré C.Rubio Pobes (32).

Lors de la première des trois guerres carlistes (1833-1840) dans la région vasco-navarraise, le Carlisme remporta quelques victoires militaires, mais ne put conquérir la ville libérale de Bilbao après l'avoir assiégée en 1835 et 1836. Que ce premier épisode belliqueux fût expliqué par un auteur carliste, Agustin Chaho, comme une lutte pour la pureté nationale basque n'intéresse visiblement pas Molina, alors que dès 1979 cette explication a retenu l'attention d'autres auteurs, tant en Espagne qu'en Belgique (33).

La seconde guerre carliste (1846-1849), commencée à la veille du mariage de la reine contestée, fut dirigée par Carlos Luis, prétendant au titre de Carlos VI, mais n'eut pas plus de succès que l'expédition antérieure dans les environs de Madrid, refoulée par le général Espartero.

La troisième (1872-1876) eut successivement pour cible le roi Amadeo, la Première République et le fils d'Isabelle II, Alphonse XII. Les victoires d'Estella et Montejurra en Navarre ainsi que dans la localité biscayenne de Portugaleta eurent donc lieu dans la région gagnée à la cause carliste, mais - une fois de plus - sans pouvoir vaincre l'obstination de Bilbao(1874). La Restauration d'Alphonse XII divisa pour la seconde fois l'opposition carliste, mise en échec à Seo de Urgel (1875), ce qui termina la guerre en Catalogne. L'année suivante, eut lieu, à Estella(Navarre), la défaite décisive obligeant le prétendant Carlos VII à quitter l'Espagne.

Il va sans dire que, si le territoire vasco-navarrais a beaucoup souffert de ces guerres civiles, les troupes officielles venues des autres régions de la péninsule l'ont tout autant et en ont gardé et répercuté un souvenir douloureux qui ne fut guère en faveur des provinces du Nord, principalement des Basques, pour avoir collaboré avec les prétendants. L'auteur s'étend longuement sur ces doléances de même que sur la réputation faite aux Basques dans le reste du royaume au sujet de leur tendance à maintenir- ou à demander- des exemptions forales en matière financière et militaire, ce qui les rendait particulièrement antipathiques auprès des autres provinces et de leurs représentants politiques(34).

Ainsi le Carlisme, après avoir divisé les Espagnols sur le problème de la succession au trône, approfondit la division entre le Nord, d'une part, et le reste du pays, d'autre part, sur la question forale. On ne saura jamais, bien sûr, puisque ses défenseurs n'ont

pas eu l'occasion de régner, quelle aurait été leur façon de traiter la question forale depuis Madrid. Toutefois, il est symptomatique que, dans son programme de 1897, le parti carliste, pourtant talonné par le parti nationaliste basque fondé par Arana, lâcha les Basques en ce qui concerne leurs revendications dans ce domaine ; alors qu'il s'était opposé à la suppression des *fueros* en 1876, il abandonna totalement cette position vingt ans plus tard, sacrifiant même dans son programme les pouvoirs quasi souverains des institutions provinciales basques en envisageant la restructuration de l'Espagne sur une base régionaliste et décentralisée, donnant ainsi la sensation que toutes ces guerres furent inutiles. C'était tout profit pour le nouveau parti nationaliste basque d'Arana, qui ne manquait pas de souligner ce lâchage dans sa réplique(35). Il est pour le moins curieux que Molina ne fasse pas mention de cette prise de position importante du carlisme en faveur d'un pouvoir royal fort au détriment de la foralité. Son ouvrage porte sur « le siècle du nationalisme », mais s'arrête malheureusement avant la dernière décennie, comme on peut du reste le constater dans la liste de ses sources (36) ; cela l'empêche de constater que le Carlisme, en ne tenant pas parole, facilita l'expansion du parti nationaliste basque.

Cette question ne manque pourtant pas d'importance, puisqu'elle conduira en 1936 à la déchirure du pays vasco-navarrais face au soulèvement de Franco : les bases carlistes d'Alava et de Navarre fournirent plus de volontaires au général rebelle que nulle autre région d'Espagne, tandis que le parti nationaliste basque le combattit en optant pour la République (37). Le carlisme s'allia du reste à la « Falange española », seule formation politique reconnue sous le régime franquiste centraliste.

Molina aurait pu nuancer la réputation de « profiteurs » qui pèse sur les Basques, en se basant sur une contribution d'Isabel Mugartegui de l'Université basque (38). Plus grave nous paraît l'absence totale dans sa bibliographie d'Américo Castro, auteur de huit livres, édités entre 1954 et 1987, e.a. chez Taurus, Alianza et Critica ainsi qu'au Mexique, dont un a connu pas moins de trois éditions. Or, précisément cet auteur y a décrit comment les Espagnols sont devenus ce qu'ils sont et a traité des casticismes que les trois religions, qui ont joué un rôle dans leur histoire, ont pratiqués (39).

Tout compte fait, nous ne pouvons pas donner tort à l'auteur d'insister, après Alvarez Junco, sur le fait que la nation espagnole a eu quelque difficulté à s'affirmer et à s'implanter au détriment de la foralité (40). Mais il est incontestable, à notre avis, qu'une dynastie concurrente appuyant cette dernière dût fatalement freiner la nation espagnole de prendre corps. Les carlistes semblent du reste l'avoir compris, puisque, dès 1897, ils abandonnèrent l'optique foraliste et que, trois décennies plus tard, ils se rallièrent à un régime étouffant celle-ci. La 2^{ème} République - de gauche - reconnut les gouvernements catalan et basque, mais ceux-ci furent très vite condamnés à l'exil ou aux poursuites du régime franquiste. Ils ne renaîtront, ensuite, que sous le régime des communautés autonomes de la Transition établi par la Constitution de 1978.

Fernando Molina Aparicio a donc mille fois raison de souligner (41) la générosité du directeur du « Centro de estudios políticos y constitucionales » d'avoir publié son livre, puisqu'il n'est autre que José Alvarez Junco, professeur à l'Université Complutense à Madrid et auteur de « Mater dolorosa. La idea de España » (2001), cité ci-dessus (42).

Quant à l'idée de Molina selon laquelle la nation espagnole créa les provinces forales au cours de la deuxième moitié du 19^e siècle(43), avant de l'admettre, il faudrait d'abord évacuer le point de vue d'un auteur aussi incontournable que le professeur J.M. Portillo : en 1987, celui-ci situe la formation du régime foral en 1812-1850 ; puis, en 1991, il fait état de « pouvoir » et de « constitution » dans les provinces basques au cours de la période 1760-1808 ; ensuite, en 1998, il n'hésite pas à citer des « constitutions basques » pendant l'ère moderne(44). Nous ne croyons pas que l'on puisse ignorer ce point de vue sans en faire une critique approfondie. Nous ne pouvons la réaliser dans le cadre de ce compte rendu déjà très étendu, mais estimons que l'on ne peut y échapper tôt ou tard, d'autant moins que se profile à l'horizon une discussion approfondie sur la place du Pays basque au sein de l'Espagne, qui sera fatalement nourrie d'une argumentation historique.

NOTES

(1) Aussi biographe de J.M. Arizmendiarieta (1915-1976), prêtre fondateur des coopératives de Mondragón, par le charisme duquel, selon Google, il se dit « attrapé », F. MOLINA APARICIO, vient de publier *La tierra del martirio español. El País Vasco y España en el siglo del nacionalismo*. Madrid, Centro de estudios políticos y constitucionales, 2005

(2) Il fait référence à l'oeuvre originale de Galdós, pp. 33-34

(3) Ibidem, pp.37-38

(4) Ibidem, p.285

(5) J. ALVAREZ JUNCO, *Mater dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*. Madrid. 2001, pp.357 et ss

(6) C. RUBIO POBES, *La identidad vasca en el siglo XIX. Discurso y agentes sociales*. Madrid, 2003, 153 et ss.

(7) M. VAZQUEZ de PRADA, *Negociaciones sobre los Fueros entre Vizcaya y el poder central. 1839-1877*, pp. 396-402 et IDEM, *Del régimen foral al concertado. La negociación del primer "concierto económico" (Mayo 1877-Febrero 1878)*, in *Revista Vasca de Administración Publica*, n° 8, 1984, pp.91-121. En ce qui concerne la Navarre, voir M^a Sagrario MARTÍNEZ BELOQUI, *Navarra, el Estado y la Ley de Modificación de Fueros de 1841*. Pamplona, 1999, pp.349-360

(8) Maria Cruz MINA, *Navarro Villoslada : "Amaya" o los Vascos salvan España*, in *Historia contemporánea*, 1988, p.151

(9) E. OLCINA, *El Carlismo y las autonomías regionales*, 1974, pp.22-23

(10) Ibidem, pp.26-27

(11)M.Cruz MINA,*op.cit.*,p.153

(12) *Ibidem*, p.152.

(13)C.RUBIO POBES, *Fueros y Constitución. La lucha por el control del poder. País Vasco, 1808-1868*.Bilbao,1997,pp.179-212

(14)M.VAZQUEZ de PRADA *Negociaciones sobre los Fueros entre Vizcaya y el poder central, 1839-1877*.Bilbao, 1984, p.503

(15)C.RUBIO POBES, *op.cit.*, pp. 203 et 210

(16)E.GONZÁLEZ CALLEJA, *El carlismo vasco-navarro*, in J.L.de la GRANJA et S. de PABLO, *Historia del País vasco y Navarra en el siglo XX*. Madrid, 2002, p.271

(17)J.L. de la GRANJA SAINZ, *El nacionalismo vasco,Ibidem*, p.249

(18)J.P. FUSI et F.GARCÍA DE CORTAZAR, *Política, nacionalidad e iglesia en el País Vasco*. San Sebastián, 1988, p.66

(19)F.MOLINA APARICIO, *op.cit.*, p.47

(20)C. RUBIO POBES, *op.cit.* p.176. Il convient d'insister sur le fait que Molina (*op.cit.*, p.90) reconnaît, lui aussi,- nous traduisons- « que le régime censitaire reposait sur et protégeait une poignée de propriétaires; qu'il convenait parfaitement au système de représentation foral, basé sur la propriété terrienne et la marginalisation des villes, lieux de refuge du libéralisme progressiste ».

(21)Maria Cruz MINA, *op.cit.*, p.153, qui se réfère à l'auteur carliste Chaho cité plus bas n.32.

(22)Cfr Jon JUARISTI, *El linaje de Aitor. La invención de la tradición vasca*. Haranduru, 1987

(23)J.J.ORELLA UNZUÉ,*Guipúzcoa y sus relaciones con Nabarra y Castilla en 1200*, in *Gipuzkoa versus Castilla.Conquista,pacto y derechos históricos,1200-2000*, pp.29-42 et E.RAMÍREZ VAQUERO, *Historia de España medieval . La dinámica política*, Madrid, 2005 pp. 231-235, plus particulièrement p.233

(24)F.MOLINA APARICIO, *op.cit.*, p.285

(25) E.GONZÁLEZ CALLEJA,*op.cit.*, pp.271- 296

(26) S.TRUCHUELO GARCÍA, *Gipuzkoa y el poder real en la alta Edad Moderna*. San Sebastián, 2004, p.703. Pour le 19e siècle, voir le livre de M.VAZQUEZ de PRADA, cité à la n.13

(27) F.MOLINA APARICIO, *op.cit.*, pp.94 et 137-138

(28) Conclusión propre à partir des textes publiés par GARCÍA EDO, V., *Constituciones de los reinos hispánicos en el antiguo Régimen*. Castellón. 2005, p.185

(29) F.MOLINA APARICIO, *op.cit.*, p.285

(30) Voir ci-dessus pp.3 et 4

(31) F.MOLINA APARICIO, *op.cit.* p.78. Nous lisons, au contraire, dans Alberto PÉREZ de LABORDA y PÉREZ de RADA, *Euskadi ¿una ficción histórica ?* (Madrid, 2005), p.258 que les provinces basques en général prirent parti pour Philippe d'Anjou, le futur Philippe V, de même que la Navarre, quoique celle-ci le fit de manière moins enthousiaste à cause de son voisinage avec la Catalogne et Valence, partisans de Charles de Habsbourg, tout comme Saragosse.

(32) C.RUBIO POBES, *Fueros y Constitución*, p.72 (p.ex. Vitoria minorisée en Alava)

(33) A.CHAHO, *Voyage en Navarre pendant l'insurrection des Basques, 1830-1835*, pp.404 et 412, cité par CORCUERA ATIENZA, J., *Orígenes, ideología y organización del nacionalismo vasco 1876-1904*. Madrid, 1979, p.54 et C.STALLAERT, *Etnogénesis y etnicidad en España. Una aproximación histórico-antropológica al casticismo*. Barcelona, 1998, p.74

(34) F.MOLINA APARICIO, *op.cit.*, pp.234 et ss.

(35) Voir dans de PABLO, *op.cit.*, pp.249 – 273 et surtout S.ARANA y GOIRI, *El Partido Carlista y los fueros Vasko-Nabarros*, pp.271-273.

Il convient de souligner que Molina ne mentionne pas le point de vue que J.R.URQUIJO GOITIA a exprimé en 1993 (*Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, 17-18, pp. 412-437), sur base de documents internes au Carlisme contredisant les grandes proclamations de celui-ci, à savoir que ce mouvement ne tenait pas en grande estime le système foral. Molina ne tient pas compte non plus de E. LLUCH, qui taxa d'opportunisme politique la prise de position carliste, après la suppression des *fueros* en 1876, car - selon Lluch - les véritables défenseurs étaient les libéraux (*El liberalismo fuerista en el siglo XIX*, dans M. HERRERO et E. LLUCH, *Derechos históricos y constitucionalismo útil*. Barcelona, 2001)

(37) F.MOLINA APARICIO, *op.cit.*, pp.295-321

(38) J.ALVAREZ JUNCO, *op.cit.*, pp.600-601

(39) I.MUGARTEGUI, in *Haciendas Forales y Hacienda Real. Homenaje a D.Miguel Artola y D.Felipe Ruiz Martin*. Bilbao, 1984, pp.175-176

(40) A.CASTRO, *La realidad histórica de España* (1971), pp.38-39 et maintenant aussi de l'anthropologue et hispaniste belge C. STALLAERT, *Etnogénesis y etnicidad en*

España. Una aproximación histórico-anthropológica al casticismo. Barcelona, 1998, p.24

(41)F.MOLINA APARICIO, *op.cit.*, p.287.L'auteur cite deux fois l'opinion d'Elisée Reclus sur le pays basque (pp. 12 et 208) avec la même faute d'orthographe très typique pour un espagnol : « Un peuple que s'en va ».

(42)Voir n. 5 et 38

(43)F.MOLINA APARICIO, *op.cit.* p.39

(44)Je me réfère aux publications suivantes du professeur de l'Université basque J.M.PORTILLO, que Molina n'a nullement critiquées:

- *Los poderes locales en la formación del régimen foral. Guipúzcoa (1812-1850).*Bilbao, 1987

- *Monarquía y gobierno provincial. Poder y Constitución en las provincias vascas (1760-1808).*Madrid, 1991

-*Historia magistra civis. La interpretación historiográfica de las constituciones provinciales vascas en la edad moderna,* in *Foralismo, derechos históricos y democracia.* Bilbao, 1998